

L'Espagne en crise(s)

Nacima Baron, Barbara Loyer

L'Espagne en crise(s)

UNE GÉOPOLITIQUE AU XXI^e SIÈCLE

ARMAND COLIN

Visuel de couverture : Rassemblement pour le 1^{er} anniversaire du 15 M,
Puerta del Sol, Madrid, 2012 © Guillermo Martinez/Demotix/Corbis
Graphisme : Alain Chevallier
Mise en page : Lumina Datamatics
Cartographie : Xemartin Laborde

© Armand Colin, 2015
Armand Colin est une marque de Dunod Editeur
5 rue Laromiguière, 75005 Paris
ISBN 978-2-200-60025-9

L'ESPAGNE, HIER ET AUJOURD'HUI

PENDANT les dures années de l'après-guerre, une croyance imprègne les classes populaires espagnoles, un moteur de l'agir, qui a déterminé très positivement la vie sociale du pays jusqu'à aujourd'hui. C'est une conviction surgie de la nécessité. Continue depuis des décennies, elle a converti l'Espagne en un pays que nos ancêtres n'auraient pas imaginé, même dans leurs rêves les plus audacieux.

Je me réfère au désir généralisé que les enfants vivent mieux (avec plus de confort, d'opportunités pour étudier et travailler) que leurs parents. Cette progression, cimentée dans une volonté collective d'accès aux biens de consommation, qui débute au temps de la pénurie et de l'isolement de l'Espagne après la guerre civile, semble s'être ralentie de nos jours. Les coryphées du pessimisme affirment qu'elle est interrompue. Il est vrai qu'après une période de croissance économique, dont la trace la plus visible est la formation d'une classe moyenne nombreuse, la consolidation de la démocratie et la modernisation du pays, des nuages noirs pointent à l'horizon politique et social de l'Espagne.

Les bonnes années, depuis l'entrée de l'Espagne dans les institutions européennes au milieu des années 1980 jusqu'à la crise financière qui débute autour de 2008, pourraient nous conduire à l'erreur de peindre un tableau tout en rose. C'est, il est vrai, une époque insolite durant laquelle l'Espagne reçoit pour la première fois de son histoire une population immigrante, se dote (souvent avec les subventions de l'UE, il faut tout dire) d'excellentes

infrastructures, organise des jeux Olympiques ; elle contribue, enfin, au progrès international par des réussites scientifiques, sportives et culturelles. Durant cette période, le pouvoir d'achat des Espagnols augmente de manière perceptible ; ils aiment maintenant voyager à l'étranger, consomment sans modération et semblent avoir surmonté le complexe d'infériorité de leurs ancêtres.

Rien de tout cela n'empêche de constater que l'Espagne traîne depuis longtemps une série de problèmes qui, ignorés, remis à plus tard ou mal administrés par les gouvernants, persistent aujourd'hui sans qu'on perçoive la ferme volonté de leur trouver une solution raisonnable. Ils sont non seulement une entrave à l'exercice de la gestion politique, mais aussi une source de tensions et de ressentiments entre citoyens.

La démocratie n'a pas permis que l'Espagne cesse d'être un pays socialement fracturé. Cette fracture est multiple et d'une complexité extrême ; elle traverse des idéologies diverses, est plus marquée dans certaines zones géographiques et sa conséquence la plus nette est la fragile cohésion du pays. En Espagne, nombreux sont les citoyens qui huent l'hymne national, n'aiment pas leur roi, veulent un drapeau avec d'autres couleurs, réclament une nouvelle constitution ou sont carrément sécessionnistes. Dans un climat de constante discorde, d'animosité réciproque, les possibilités d'un débat apaisé sont faibles. Les insultes ou accusations grossières ne sont pas rares au Parlement. L'État des autonomies a tu le problème durant un temps. À long terme, c'est une solution coûteuse qui a donné lieu à une bureaucratie surdimensionnée, des griefs comparatifs entre les régions, des doublons institutionnels et une jungle de lois et compétences. Dans la pratique, l'Espagne fonctionne quasiment comme un État fédéral.

La fracture idéologique espagnole surgit de pôles divers. L'un d'entre eux est occupé par la gauche nostalgique, qui voit avec ressentiment la Transition qui ne lui a pas donné l'utopie. Elle maintient toujours active au plan intellectuel la guerre civile de 1936. Son antipatriotisme ostensible (considérant qu'il y a une continuité entre le franquisme et l'Espagne actuelle) éclabousse parfois la social-démocratie espagnole, incarnée par le PSOE, parti qui, bien qu'il ait gouverné plus qu'aucun autre, a été incapable de résoudre ses contradictions internes.

Un autre pôle est constitué par les nationalismes séparatistes, surtout basque et catalan. Le basque, notamment, traîne une composante de violence terroriste qui conditionne autant son présent que son futur, mais on ne lui permet plus de se présenter comme une victime de l'État oppresseur. ETA a annoncé en 2011 la fin définitive de la lutte armée, mais cela n'empêche pas que persistent dans la mémoire des citoyens les images terribles des morts et de la destruction au nom d'une idée qui, dans les urnes, depuis plusieurs décennies, a reçu un soutien limité. Les deux nationalismes disposent d'un considérable pouvoir économique et sont de fait un grand commerce autour duquel s'est créé depuis tout ce temps un tissu de clientèle, d'influences sectaires et de groupes de pouvoir.

Le centralisme traditionnel symbolisé par Madrid, et méfiant par nature contre les tendances centrifuges des régions nationalistes, se situe à un autre pôle. Les stratégies de consensus qui rendirent possible une Transition modèle à bien des égards n'ont pas pu, sauf sur des questions ponctuelles (intégration européenne, législation antiterroriste), se projeter dans une authentique politique d'État. Les conséquences ont été propres d'un système bipartisan strict. Ce qu'un parti approuve l'autre le change ou le supprime quand il arrive au pouvoir, à l'image des réformes éducatives successives.

La crise économique des dernières années a provoqué en Espagne une secousse sociale qui a mis fin à une époque d'atonie politique. Les deux partis qui jusqu'alors se répartissaient le pouvoir ont été impliqués dans de nombreux et graves cas de corruption. Les réseaux sociaux permettent de nouvelles formes de participation populaire et de protestation. On a la sensation que quelque chose est en train de changer et que, peut-être, les cartes de la politique espagnole sont rebattues pour une nouvelle donne. Une autre partie va-t-elle commencer avec des acteurs différents? *L'Espagne en crise(s). Une géopolitique au XXI^e siècle*, des professeurs Nacima Baron et Barbara Loyer, apporte de nombreuses pistes, données et réflexions pour comprendre la réalité complexe d'une des plus anciennes nations d'Europe.

Fernando Aramburu
Écrivain, Prix de l'Académie espagnole (2008)

INTRODUCTION

EN janvier 2008, alors que la crise des subprimes a éclaté aux États-Unis depuis août 2007, le président José Luis Rodríguez Zapatero entend rassurer les Espagnols en qualifiant de « catastrophisme » la crainte d'une dépression comparable en Espagne. Il déclare que « l'Espagne a sans doute le système financier le plus solide de la communauté internationale ». Mais dès janvier 2009, l'économie du pays entre en récession. L'Union européenne prête en urgence 41 milliards d'euros pour sauver le système bancaire espagnol; le taux de chômage dépasse 25 % au début de 2012. La crise s'accompagne d'une cascade de révélations fracassantes sur la corruption des élites du pays. Une idée se répand : le système politique mis en place en 1978 expliquerait, au moins en partie, les difficultés du présent. Pourtant, le passage de la dictature à la démocratie et l'entrée dans le Marché commun avaient permis un incontestable rattrapage par rapport au niveau de vie moyen des pays développés. Le revenu par habitant des Espagnols a été multiplié par huit en 30 ans (il est passé de 4 225 dollars par habitants en 1978 à 34 674 en 2008), classant l'Espagne parmi les 47 pays du monde les plus développés. Mais la fragilité de ces acquis génère des débats contradictoires sur les choix qui ont été faits.

Les réactions politiques à la catastrophe économique des années 2000 ont été de plusieurs ordres : l'apparition d'un mouvement de citoyens « indignés » qui, en mai 2011, convoque des manifestations dans plus de 60 villes espagnoles pour dénoncer la responsabilité de la classe politique. Si les Indignés

appelaient à l'abstention et au rejet des partis en place, les élections générales de mai 2011 ont donné la majorité absolue au Parti populaire, faisant accéder au pouvoir Mariano Rajoy. Jamais, depuis 1977, un parti n'avait disposé d'une telle concentration des pouvoirs (municipaux, régionaux et national). La cure d'austérité imposée par le gouvernement de droite a été douloureuse. Des pans importants des services publics (santé, éducation, culture) ont été affectés. Aussi, quarante ans après la mort du général Franco, les Espagnols savent qu'ils vivent un tournant important dans leur histoire collective.

Si le pouvoir politique paraît vaciller, c'est aussi à cause d'une rivalité particulièrement forte entre l'État et nombre de Communautés autonomes. En Catalogne, un puissant mouvement indépendantiste défie le pouvoir central, un autre pourrait s'organiser au Pays Basque grâce à la fin du terrorisme. D'autres gouvernements autonomes veulent négocier de plus amples prérogatives statutaires et fiscales. Quelles sont les bases du système autonome ? Sa construction n'est pas été planifiée au moment de la rédaction de la Constitution. Elle est le résultat de négociations et de rapports de forces qui ont abouti à une cession progressive de compétences et de moyens budgétaires de l'État à ces communautés. C'est l'affirmation des pouvoirs concurrents et non la recherche d'une meilleure gouvernance qui a été le moteur des changements. Le séparatisme catalan, qui met aujourd'hui en question l'existence même de l'État espagnol, est l'expression maximale de relations de compétition entre le pouvoir central et ces pouvoirs périphériques, quelles que soient les appartenances politiques.

Pendant, les citoyens de ces régions sont plus divers que ne laissent apparaître les confrontations médiatiques. Une partie de la société basque, par exemple, a soutenu l'offensive policière, judiciaire et intellectuelle qui a vaincu le terrorisme d'ETA. Un nouveau parti, *Ciudadanos*, est apparu en 2007 en Catalogne pour s'opposer à l'hégémonie nationaliste dans cette région. De même, tous les partis nationalistes, non seulement en Catalogne et au Pays Basque mais aussi aux Canaries ou en Galice, n'ont pas la même idée de ce que doit être leur souveraineté. Enfin, la question de l'insertion de ces territoires dans

l'économie mondiale, par exemple Barcelone et Bilbao, détermine des alliances et des compromis avec le pouvoir central au-delà des postures idéologiques.

La mise en place des grandes infrastructures et la constitution d'un capitalisme national incluant les Basques et les Catalans, aux XIX^e et début XX^e siècles, a forgé l'ossature de l'État actuel malgré les tragédies politiques (coups d'États, guerre civile) et les très grandes inégalités économiques entre territoires. Mais les institutions (pouvoir central, Communautés autonomes, gouvernements des provinces) restent fortement marquées par des pratiques que des politistes comme Alejandro Nieto (*El desgobierno de lo público*, 2008) nomment *malgobierno* : proximités des intérêts financiers, économiques et politiques, culture fondée sur les faveurs et sur le clientélisme... Depuis le déclenchement de la crise, l'État et les institutions au sens large ont été pris dans une dynamique conflictuelle et tournée vers le court terme. Les citoyens ont subi un pilotage politique sans vue d'ensemble et sans débat sur les contradictions du développement, sans réponse, aussi, à des questions de fond : surexploitation des ressources, notamment de l'eau et des sols, pollutions industrielles, précarité des emplois, exploitation de travailleurs étrangers... Il est notable qu'il n'y ait pas de parti écologiste influent en Espagne et que la planification environnementale ne s'impose souvent que par le biais de l'Union européenne.

L'État a-t-il encore un pouvoir de direction dans ce qui touche aux intérêts fondamentaux du pays ? Aujourd'hui, l'internationalisation du capital déconnecte les décisions des grandes entreprises des intérêts locaux. Pour les grands patrons d'industrie, la rentabilité se pense moins à l'échelle de la Péninsule, surtout depuis que la crise en a fait un marché sinistré. Beaucoup de grandes entreprises cotées en bourse dans les secteurs énergétique et agroalimentaire ont déplacé leurs investissements et leurs activités à l'étranger, et elles reviennent maintenant au compte-gouttes. Dans différents secteurs d'activité, la régulation de l'État est erratique. Les énergies renouvelables, malgré leur potentiel dans ce pays ensoleillé et venté, sont peu encouragées par la puissance publique. Le secteur agricole aussi connaît un marasme inquiétant. Les réformes de structure tardent alors

que les subventions de la politique agricole commune (PAC) sont en train de basculer vers l'est de l'Europe.

Désenchantés de la politique, les citoyens espagnols ont dû affronter des problèmes d'un nouveau type : expulsions, coupures d'électricité, difficultés à payer les études des enfants ou les dépenses de santé, pauvreté à l'âge de la retraite... En même temps, le boom immobilier a fait le lit d'une corruption qu'on dit systémique : des centaines d'élus, des banquiers, des entrepreneurs, des syndicalistes sont inculpés. À partir de 2011, des mouvements de citoyens se sont organisés pour construire des ripostes collectives contre les délogements, la corruption politique, les coupes budgétaires. Certains groupes ont tenté d'imposer leurs revendications aux parlementaires, par le biais de pétitions, d'autres ont fait le saut de la candidature aux élections. Ces enjeux économiques, pour compliqués qu'ils soient, ont ainsi provoqué un renouvellement notable de la classe politique grâce à la création de partis qui ont déjà obtenu de bons résultats. Une nouvelle dynamique politique est donc engagée.

Cet ouvrage se donne pour objectif d'expliquer l'enchaînement des faits qui ont conduit à la crise, puis à la spirale de déséquilibres et de conflits dans les domaines politique, social et économique. Il veut aussi éclairer le présent et donner des clés de compréhension des enjeux actuels. Il est vrai que la démocratie espagnole est dynamique et contradictoire, et qu'après avoir donné la majorité absolue au Parti populaire pour redresser la situation, les électeurs ont fait rentrer aux Parlements et dans les municipalités des centaines de nouveaux élus, et plusieurs nouveaux partis au profil et au langage plus radicaux.

Sur quoi va déboucher le moment de transition et de rénovation politiques actuel ? On ne peut dire ce que sera l'Espagne dans dix ans, si les nouvelles assemblées seront gouvernables, si des propositions fortes émergeront sur les grandes questions comme la cohésion politique, la répartition des richesses, l'environnement, ou l'immigration. Cet avenir dépendra aussi de la façon dont les citoyens espagnols investiront l'histoire européenne qui est aussi la leur, s'inscriront dans les évolutions du Maghreb, et développeront l'incomparable potentiel de leur lien culturel avec l'Amérique latine.

Il faut, écrit l'académicien Antonio Muñoz Molina dans un essai sur les origines de la situation actuelle intitulé *Tout ce que l'on croyait solide* (Seuil, 2013), « nous efforcer de voir les choses telles qu'elles sont, à la lumière sobre du réel ». C'est le but de ce travail qui associe deux approches différentes, l'une, géopolitique, qui met l'accent sur les rivalités de pouvoir et le rôle des acteurs, l'autre économique, qui présente les engrenages des crises contemporaines. Ce double regard, reflet des compétences spécifiques et complémentaires des deux auteurs, s'avère indispensable pour montrer la fécondité de la situation actuelle, mais aussi toutes les incertitudes, les risques et les conflits qui y sont associés.

